

DÉCOUVERTE D'UN GÈNE QUI DÉTERMINE LA FORME DES FRUITS ET LÉGUMES



Des scientifiques américains ont cloné un gène qui contrôle la forme des tomates. Une découverte qui pourrait permettre de percer le mystère des énormes différences morphologiques entre les fruits ou les légumes, selon des travaux publiés jeudi. Ce gène baptisé SUN est le second mis à jour jouant un rôle déterminant dans la forme oblongue de différentes variétés de tomates, explique Esther van der Knaap, professeure adjointe d'horticulture à l'université de l'Etat d'Ohio (nord), principal auteur de cette étude parue dans la revue *Science*.

MATIÈRES PREMIÈRES

Les Genevois préfèrent une taxe sur l'or bleu que sur l'or noir

Une enquête du LEM fait ressortir la volonté réelle de la population de s'engager pour le développement durable. Mais à quel prix?

GIUSEPPE CATENAZZO
ET JENNIFER D'URSO FALCE*

56\$... 60\$... 80\$... 60\$... 70\$... 90\$... 99\$... 100\$! Ce sont les cotations actuelles du baril de pétrole, la principale source énergétique de notre économie. Bien que les combustibles fossiles répondent à des besoins énergétiques contemporains, ils sont aussi sources de pollution (de CO2 notamment, gaz qui est à l'origine de l'effet de serre) mais aussi de problèmes liés à leur rareté. La situation va devenir de plus en plus critique avec la demande des pays émergents qui va croissant. Ainsi, la recherche scientifique et technologique essaie de découvrir de nouvelles méthodes et des sources concurrentes à l'or noir pour la production énergétique. À l'heure actuelle, la production basée sur les ressources renouvelables n'est pas en mesure de remplacer les combustibles fossiles. En effet, les nouveaux produits énergétiques proposés à l'heure actuelle peuvent avoir une influence néfaste sur l'environnement et l'économie. L'exemple du bioéthanol est d'ailleurs énigmatique. En effet, la soudaine embellie pour la production de blé met en danger la forêt amazonienne. La forte hausse du prix de cette matière première bouleverse la vie des paysans mexicains et d'autres pays en voie de développement. La voie du nucléaire pose plusieurs inquiétudes liées aux mesures de sécurité et au stockage des déchets radioactifs. Des voies alternatives à large échelle ne sont pas envisageables pour le moment.

De l'énergie au développement durable

Avant de diminuer ou, à terme, d'éliminer l'utilisation du pétrole, il faut trouver des énergies de remplacement plus respectueuses de l'environnement. Comme il est pour l'heure difficile de trouver une nouvelle ressource capable de répondre aux critères environnementaux, sociaux et économiques, il faut influencer les comportements individuels de manière à adhérer aux principes du «développement durable». Il est aussi impor-

tant que tous les acteurs économiques agissent dans ce sens. En 1987 déjà, le rapport Brundtland présenté à l'Assemblée Nationale des Nations Unies définit ce concept de la manière suivante: «développement qui répond aux besoins des générations du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs». Que faire? Tout d'abord, il faut maximiser l'exploitation des technologies propres existantes afin de contenir l'augmentation de CO2, voire de réduire toute sorte d'émissions polluantes. Ensuite, Monsieur et Madame Tout le Monde peuvent, au quotidien, avoir des comportements responsables: utiliser les transports en commun, notamment le

train, trier les déchets, éviter de gaspiller l'eau et l'électricité, faire attention à ne pas déverser

ragées par les établissements publics et privés. Pour cette raison, ces acteurs devraient mettre en

concerne le développement durable et leur propension à payer pour soutenir des actions dans cette direction, le LEM - Laboratoire d'études de Marché de la Haute École de Gestion de Genève sous la direction des professeurs Emmanuel Fragnière et Jean Tuberosa a conduit récemment les deux enquêtes suivantes: «Influence de la sensibilité écologique et du prix dans la consommation d'eau potable»; «Perception du développement durable par la population du Canton de Genève». Les deux sondages d'opinion ont été réalisés fin 2006 et début 2007 sous forme de questionnaires qui ont été remplis par 907 (sujet «eau») et 509 (sujet «développement durable») individus de la région genevoise.

Résultats préliminaires

En général, la conscience écologique est très présente chez les genevois: 83% affirment faire souvent, voire très souvent des gestes au quotidien pour protéger l'environnement et 69% estiment même ne pas gaspiller l'eau. En outre, plus de trois quarts des sondés se disent prêts à changer leurs habitudes de consommation afin de contribuer au développement durable. Il est tout de même surprenant de constater que plus de la moitié des interviewés affirment ne pas se sentir bien informés sur la notion de développement durable. Ils disent également ne pas être suffisamment informés sur la consommation d'eau potable et sur les moyens de l'économiser (51%). La quasi-totalité des Genevois a confiance dans les nouvelles générations: ils croient que sensibiliser les jeunes aux enjeux du développement durable va améliorer le comportement des individus. Enfin, 78% des sondés se disent prêts à changer leurs habitudes de consommation en faveur du développement durable. Il semblerait qu'il existe une volonté réelle de la population de s'engager en faveur du développement durable. Mais à quel prix?

*Enquête d'opinion réalisée par LEM de la HEG - Genève

«78% DES SONDES SE DISENT PRÊTS À CHANGER LEURS HABITUDES DE CONSOMMATION EN FAVEUR DU DÉVELOPPEMENT DURABLE.»

de produits toxiques dans les conduits, acheter des appareils ménagers «éco», consommer des produits biologiques issus du commerce équitable...

Ces attitudes, qui reposent sur le libre choix de chaque individu, devraient être promues et encour-

place des politiques en faveur du développement durable et les communiquer à la population.

Deux enquêtes d'opinion en 2007

Pour essayer de saisir la sensibilité des genevois en ce qui

Les sondés appellent les ONG, l'Etat et les individus à s'engager avec force

Un axe important de la recherche développé dans les deux enquêtes visait à définir la propension à payer de la population pour contribuer au développement durable. Ainsi, il a été demandé aux interviewés s'ils accepteraient une augmentation du prix de l'eau et de l'essence pour des raisons écologiques. De manière générale que ce soit pour l'eau ou pour l'essence, les individus ne sont pas contre l'idée d'être taxé raisonnablement sur l'eau et l'essence pour des raisons écologiques. Cependant, ils sont plus favorables à payer une taxe sur l'eau que sur l'essence. En effet, ils sont 50% à accepter une telle taxe sur l'or bleu. Ils ne sont plus que 44% à l'accepter pour l'or noir. Les raisons qui peuvent expliquer cela sont nombreuses.

À notre avis, une des premières explications est probablement le prix de l'eau relativement bas en Suisse. Ainsi, une petite augmentation de l'eau passerait quasiment inaperçue, puisque de manière générale, les individus ne savent pas combien coûte l'eau. Par contre, faire le plein d'essence fait déjà mal au porte-

monnaie sans taxe écologique, alors avec une taxe écologique... Nous pensons qu'une autre raison explicative est la nature de ces deux biens. L'eau est un bien qui répond à un besoin vital puisqu'elle est source de vie. Les individus préfèrent s'engager à payer d'avantage pour cette ressource qu'il faut à tout prix préserver et protéger. Le pétrole est un bien qui ne répond pas à un besoin vital et qui tend à devenir un bien de luxe. Il semblerait que les individus ne consentent pas à payer pour un bien qui sera épuisé à plus ou moins long terme et qui plus est engendre de graves nuisances sur l'environnement.

Qui devrait agir?

D'après les personnes interrogées, ce sont en premier lieu les ONG puis l'État et les individus qui devraient intervenir en faveur du développement durable. Les politiques ont aussi un très grand rôle à jouer dans le développement durable. Les sondés affirment à 42% qu'ils sont influencés par les discours à ce sujet dans leur choix politique durant la période électorale. Les

entreprises aussi doivent faire la part des choses et s'investir davantage en faveur du développement durable. A ce propos, 70% des individus interrogés estiment que les efforts en la matière sont actuellement insuffisants. Ils sont 56% à penser que les entreprises augmenteraient leurs performances si elles agissaient en faveur du développement durable.

En résumé

L'enquête d'opinion et de comportement permet d'identifier les leviers sociaux qui permettent de mieux définir les politiques à mettre en œuvre pour le développement durable. Il est très clair que les améliorations technologiques ne suffiront pas à elles seules à endiguer les problèmes de l'environnement liés à l'utilisation d'énergies fossiles et d'énergies non renouvelables. Il faut que tous les acteurs économiques prennent conscience des problèmes actuels et aussi futurs qui les attendent, tout en gardant à l'esprit que les défis seront à réaliser pour les générations futures. - (GC et JUF)



LA FONTE DES GLACIERS S'ACCÉLÈRE

Victimes du réchauffement climatique, les glaciers continuent de fondre à un rythme accéléré dans le monde entier, selon les dernières mesures publiées par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). «Le taux moyen de fonte a fait plus que doubler entre les années 2004-2005 et 2005-2006», selon des données recueillies sur 30 glaciers de référence dans neuf chaînes de montagnes par le Service mondial de suivi des glaciers (SMSG) dont le siège se trouve à Zurich.

